

14 mai 2003

Point de presse de M. Jean Charest, premier ministre du Québec, et de M. Edmund Stoiber, ministre-président de l'État de Bavière Hôtel du Parlement

[Le Modérateur: Alors, juste avant de commencer, je voudrais vous indiquer la procédure pour le point de presse qui va suivre. Alors, on va avoir tout d'abord une brève déclaration de M. Charest et de M. Stoiber suivie d'une brève période de questions divisée en deux volets: le premier volet sera pour les questions en français et le deuxième volet sera pour les questions en allemand et en anglais. Et je rappelle que la période des questions portera uniquement et exclusivement sur les relations Québec-Bavière. Alors, on va commencer dans quelques instants.]

[M. Charest:] Alors, bienvenue mesdames et messieurs. Nous allons, suite à la remise de l'Ordre national du Québec au Dr Edmund Stoiber et également ministre-président, faire quelques commentaires.

D'abord, je veux souligner, parce que ce n'est pas très connu et malheureusement pas assez connu au Québec, cette relation exceptionnelle que nous entretenons avec la Bavière, entre autres, depuis 1989, mais ça précède 1989, une relation d'une telle importance que tous les premiers ministres du Québec qui se sont succédé depuis 1989 ont tous, sans exception, dévoué une attention particulière à cette relation. Mais il n'y a pas de coïncidence, s'il est vrai qu'au Québec il s'est succédé quelques premiers ministres depuis ce temps-là, il n'y a que deux leaders en Bavière qui ont eu l'occasion de justement faire des visites soutenues au Québec, M. Streible dont on parlait il y a quelques minutes, en 1989, suivi du ministre-président Stoiber.

Cette semaine, il y a la Semaine de la Bavière ici, au Québec. Ce sera l'occasion justement de mettre en relief les relations que nous avons avec la Bavière qui sont soutenues à la fois dans le domaine économie, dans le domaine culturel également académique, universitaire. Je pense, entre autres, à des projets dans le domaine de l'hydrogène qui se font avec l'Université du Québec à Trois-Rivières, par exemple. C'est pour vous dire à quel point ça s'étend sur tout le territoire québécois. Et je veux terminer mes remarques en vous réitérant que les relations de nature exceptionnelle ne se font pas sans qu'il y ait une très grande complicité et une volonté venant, entre autres, de la Bavière pour que nous puissions justement jouir de cette relation privilégiée. C'est pour cette raison-là que nous tenions absolument aujourd'hui à honorer le ministre-président Stoiber, parce qu'il est beaucoup l'artisan de cette relation.

Je vous réitère, M. le Président, que ça a été une des premières choses que j'ai faites suite à mon élection, c'était de demander à mon prédécesseur, M. Landry, avec qui vous avez eu d'excellentes relations aussi, je le sais, de vous réitérer l'invitation qui vous avait été faite, parce que je voulais, moi, profiter de votre visite, tôt dans le mandat du gouvernement actuel, pour que nous puissions vous dire notre appréciation et vous dire que le gouvernement actuel a l'intention de s'inscrire dans cette lignée historique et de non seulement poursuivre mais également accroître cette relation avec la Bavière.

Je vais maintenant vous demander de dire quelques mots et ensuite on prendra les questions.
[M. Stoiber (Edmund): [Interprétation] Que chaque région, chaque pays a besoin de partenaires dans ce monde de mondialisation dans lequel nous vivons aujourd'hui et plus particulièrement dans le cadre des échanges économiques. Et le Québec a une structure semblable à celle de la Bavière, une

position dans l'agriculture considérable, dans le passé, mais aussi un développement étonnant vers un État de services et de sciences technologiques. Et je pense que les échanges intenses dans le domaine de nouvelles technologies, nanotechnologies, biotechnologies, du nouveau matériau, ce sont les développements dont pourra bénéficier votre pays et le mien, dans l'avenir. Et de procéder en concurrence mais aussi en partenariat profitera aussi bien au Québec qu'à la Bavière. Et le fait de pouvoir vivre ce partenariat de façon aussi étroite, aussi rapprochée, malgré la distance, c'est quelque chose que nous devons... entre autres, la nouvelle technologie des transports. En à peine 8 heures, j'ai pu me rendre de Munich à Montréal. Et, en descendant, j'ai pu sans problèmes téléphoner à Munich. C'est ça, la technologie moderne des transports et des télécommunications, de maintenir des partenariats étroits au-delà de milliers de kilomètres de distance et de réaliser des projets en commun.

Je pense qu'il est important de garder le rythme. Et, au cours de nos conversations, nous avons pu développer quelque chose qu'il faut encore consolider davantage: la question des identités qui doivent être entretenues dans un monde qui se modifie. Et je suis tout à fait de votre avis que, grâce à des productions... que, sur les productions culturelles, les accords doivent être exclus des accords commerciaux, car les productions culturelles ne sont pas de l'économie mais du domaine de la culture. Et il faut les... ça doit être géré par les États et non pas pressé dans un moule qui se prête après l'Accord mondial du libre-échange. C'est bon pour l'économie, mais ce n'est pas bon pour la culture. Et je pense que nous deux allons aller dans le même sens. Et, si le Canada et l'Allemagne parlent d'une même voix dans ce domaine, je pense que nous réussissons, que, dans ce cas-là, nous aurons avancé d'un grand pas. Et, par ailleurs, j'ai invité mon collègue à venir à Munich car ce sera encore plus facile dans l'avenir: fin mai, début juin, il y aura un vol direct entre Munich et Montréal et retour de Montréal à Munich, et cela illustre à quel point notre rapprochement a mûri. Je quitterai avec de très, très bonnes impressions demain soir, et je voudrais souligner à nouveau à quel point j'apprécie d'avoir reçu l'Ordre national du Québec. Je crois que tous les Bavarois pourront être fiers d'avoir une aussi bonne relation avec le Québec. [Fin de l'interprétation]] [Le Modérateur: Alors, on va commencer avec les questions en français, en utilisant les microphones, question de...]

[M. Charest:] Je vais vous demander d'aller au microphone. Comme ça, les gens qui font l'interprétation pourront vous entendre et interpréter.

[Journaliste: M. le premier ministre, qu'est-ce que vous pouvez faire ensemble pour renforcer les régions dans un monde de globalisation?]

[M. Charest:] Bien, la Bavière et le Québec ont beaucoup en commun. D'abord, sur le plan économique, nous avons ici deux économies qui dépendent beaucoup des marchés extérieurs, qui ont donc intérêt à ce que les marchés s'ouvrent, ont donc intérêt à poursuivre cette ouverture sur le monde. D'autre part, sur le plan de la culture, nous avons aussi, dans un contexte d'ouverture, intérêt à défendre, à préserver les cultures qui nous sont propres. Ici au Québec, eh bien, c'est une situation absolument unique, hein. Vous êtes dans le Parlement, le seul Parlement d'Amérique qui représente une majorité de citoyens qui parlent français. Il y a donc, pour nous, un devoir, une mission qui touche directement le rôle de l'État, celui de faire la promotion et la défense de cette culture dans une mer nord-américaine de gens qui parlent anglais. Et c'est pour cette raison-là que, dans notre entretien de cet après-midi, on a assez longuement parlé de la question de la diversité culturelle, où à la fois la Bavière et le Québec se rejoignent. Et cette volonté commune que nous avons dans un contexte d'ouverture où nous dépendons des marchés extérieurs... parce que le pendant économique au Québec, c'est que nous dépendons aussi beaucoup des marchés extérieurs pour

gagner notre vie. C'est 60 % de notre produit intérieur brut qui dépend directement de ce que nous exportons à l'extérieur, à la fois dans le reste du Canada et en particulier aux États-Unis. Alors, dans ce contexte, il y a là un intérêt commun. Et nous pouvons nous assister mutuellement, à la fois en Europe, ici, en Amérique du Nord, pour défendre ce principe de la diversité culturelle. Maintenant, les liens économiques entre la Bavière, l'Allemagne et le Québec et le Canada sont beaucoup plus importants que ce que les gens soupçonnent. La Bavière, pour l'année 2002, a été le deuxième marché d'exportation, c'est-à-dire l'Allemagne a été le deuxième marché d'exportation pour le Québec pour l'année 2002, et il y a des compagnies très connues comme Alcan, Bombardier, CAE qui sont établies en Allemagne et en Bavière aussi. Il y a trois usines de Bombardier, je crois, en Bavière, et cela illustre à quel point des liens économiques se sont tissés au fil des ans. Il y a une coopération. Il y a 250 projets, au fil des ans, depuis une quinzaine d'années, qui se sont réalisés entre la Bavière et le Québec. C'est donc dire que, bien au-delà des déclarations et des discours, il y a des projets très concrets qui se sont réalisés entre les deux États, et on veut, dans le fond, s'offrir un peu en exemple de ce qu'on peut voir ailleurs dans le monde, alors que les régions, comme le ministre-président l'a dit dans sa déclaration, les régions soient appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans les relations qu'auront les peuples.

[M. Stoiber (Edmund): [Interprétation] Permettez-moi de rajouter peut-être quelques mots. La Bavière a un taux d'exportation de plus de 40 %, et ce n'est pas seulement lié à l'économie, mais également à la politique qui tente bien sûr de donner des bases à l'économie, afin que les exportations puissent bien se dérouler.

Vous venez d'entendre aussi que 40 % du commerce entre l'Allemagne et le Canada, en fait, aussi est effectué avec la Bavière. Je pense qu'on peut comprendre que les beaux contacts sur le plan politique, sur le plan culturel des deux pays bien sûr profitent également à nos économies nationales, au Québec, en Bavière, et ceci profite bien sûr à nos deux populations, et ça explique sans doute aussi la très grande part des exportations québécoises vers l'Allemagne.[Fin de l'interprétation]

[M. Gauthier: Oui. Est-ce qu'il est question, au cours de ces deux jours de visite, de l'intérêt de certaines alumineries allemandes pour le Québec?]

[M. Charest:] On n'en a pas discuté directement, mais la Semaine de la Bavière, ce sera l'occasion sans doute de faire des rapprochements. Je sais qu'il y a des forums d'organisés entre les gens d'affaires, et ce sera toujours l'occasion pour nous d'explorer des occasions d'investissement.

[M. Gauthier: Est-ce que les membres de cette industrie qui sont présentement dans la délégation peuvent avoir...]

[M. Stoiber (Edmund): [Interprétation] Non, ils ne font pas partie de la délégation. Mais, s'il pouvait y avoir des contacts ou s'il y aura des contacts, c'est M. Spitzner qui s'en chargera au nom de l'économie bavaroise. [Fin de l'interprétation]

Mme Langlois (Sophie): La structure européenne, nous apprenaient vos fonctionnaires hier... Il y a des nations et il y a des régions. La Bavière siège comme région, comme la Catalogne, à l'Assemblée des régions d'Europe. Et ils nous apprenaient aussi que le ministre-président de la Bavière avait même réussi à obtenir pour le Québec un genre de statut d'observateur à cette Assemblée des régions. Est-ce que le Québec pourrait être éventuellement intéressé à avoir ce genre de statut de région dans une assemblée des Amériques qui compléterait une ZLEA, par exemple?]

[M. Charest:] Ça se présente différemment pour nous, parce que notre structure politique est telle – et ça ressemble peut-être un peu à ce qu'on retrouve en Allemagne – mais, lorsque nos compétences à nous sont interpellées, prenons par exemple dans le cadre de la ZLEA et de l'Organisation des États d'Amérique, lorsqu'il s'agit de questions d'éducation ou de santé, normalement, le Québec devrait pouvoir être à la table et s'entendre avec l'État fédéral, avec le gouvernement fédéral pour que nous puissions exprimer nos intérêts et défendre nos intérêts.

Alors, je n'ai pas, moi, dans le contexte de la ZLEA, été mis au fait d'un projet de développement de forum pour les régions. Ce n'est pas exclu, ça pourrait arriver. Là où on a un privilège, par contre, qui nous arrive grâce au ministre-président Stoiber, c'est d'être présent comme observateur dans ce forum des régions européennes. C'est pour nous extrêmement important pour la raison suivante: c'est que nous avons fait de la question de la diversité culturelle un enjeu majeur. En nous donnant accès à ce forum, même à titre d'observateur, l'État de la Bavière et son ministre- président nous permettent de faire avancer ce dossier de façon très substantielle. Et, pour vous dire à quel point on est dans le concret, dès le mois d'octobre, à l'UNESCO, il y aura un premier débat et une tentative, si vous voulez, de faire avancer le dossier pour que nous puissions conclure une convention internationale sur la question de la diversité culturelle. Alors, si on essayait de comprendre et de décoder pourquoi le gouvernement du Québec, aujourd'hui, reconnaît au président Stoiber cette contribution exceptionnelle, lui accorde l'Ordre national du Québec, ne serait- ce que pour cette raison-là, nous lui sommes très, très, très reconnaissants de cette porte qu'il nous a ouverte, et maintenant ça nous permet de défendre notre point de vue.

Mais, dans son discours – je ne veux pas être trop long – il évoque effectivement ce lien entre les régions, entre les nations, entre les peuples. J'ai remarqué, quand le ministre-président Stoiber parle de nation, il parle, je crois – sous réserve, je ne veux pas parler à votre place – mais de l'État fédéral allemand. Nous, lorsqu'on parle de nation, au Québec, on parle aussi de la nation québécoise, et ce qui n'exclut en rien notre participation au Canada.

Mais il y aura de plus en plus, à l'avenir, dans ce contexte de maillage entre les cultures, cette volonté de se parler directement entre régions et entre cultures. Mais, pour y arriver, encore faut- il faire cette étape de la reconnaissance de la diversité culturelle.

[Mme Langlois (Sophie): Question à M. Stoiber, si je ne massacre pas votre nom: Vous faites un discours demain midi, qu'on nous dit important, sur des thèmes qui vous sont chers dont celui du rôle de l'État, parlez-nous un peu de votre conception de la souveraineté dans le fédéralisme européen.]

[M. Charest:] Vous avez jusqu'à demain matin...

[M. Stoiber (Edmund): [Interprétation] Oui. En fait, c'est la grande question dont on discute actuellement en Europe. Nous sommes à la veille d'une constitution européenne. Et l'état d'avancement de ce projet, dans le document, qui sera adopté par 25 pays veut dire que des compétences nationales seront reportées au niveau européen.

Ainsi, la politique étrangère en Europe sera conduite au niveau communautaire. Et cette constitution dira certainement que l'Europe aura un ministre des Affaires étrangères qui remplacera en partie les ministres des Affaires étrangères des pays. Donc, c'est un grand pas d'intégration.

Et imaginez-vous un ministre des Affaires européennes qui représentera l'Europe à l'étranger! C'est quelque chose qui était inimaginable il y a 50 ans.

Mais, d'un autre côté – et je veux compléter ce que mon collègue vient de dire – il y a la coopération entre les nations: entre les Canadiens avec les Américains, les Canadiens avec les Français, les Anglais, les Allemands.

Mais je pense que cela ne suffit pas pour rapprocher les peuples. Il faut, en fait, qu'en dessous de ce niveau-là, il y ait un maillage plus étroit entre les régions. L'Allemagne et le Canada, c'est une chose, mais le Québec et la Bavière, c'est autre chose. Cela démontre qu'une partie de ces peuples se rapprochent davantage, apprennent à mieux se comprendre, et cela bien sûr favorise également les échanges au niveau national. Ça renforce, complète l'action des pays et ça donne des impulsions pour que les nations arrivent à se rencontrer lorsque certaines régions ont déjà des rapports étroits. Et, dans un monde de globalisation, il est très important que, à côté du niveau national et d'échanges nationaux, ces régions puissent se rapprocher davantage. Ça oeuvre dans le sens d'un rapprochement mondial. C'est un projet gigantesque qui a été entamé ici au cours des dernières années, des dernières décennies. Et l'exemple montre que, en 1989, le Québec et la Bavière – on a un exemple – ont certainement influencé les rapports entre le Canada et l'Allemagne. C'est une idée formidable qu'ont eue nos prédécesseurs, et nous voulons continuer dans ce sens. Et il y a aussi d'autres partenaires, Shandong, une très grande province en Chine où le Cap occidental, en Afrique, ou que ce soient d'autres pays ou régions européennes.

Donc, le fait de pouvoir se rencontrer à cinq, à six, à 10 et de discuter de problèmes communs, cela veut dire que le monde se rapproche. C'est notre vision, c'est la vision qui nous anime, qui nous fait travailler ensemble de cette manière. [Fin de l'interprétation]